

**Contre les politiques d'austérité,
le chômage et la précarité,
pour la répartition des richesses
et la réduction du temps de travail**

Le 9 avril : un début...

Près de 300 000 manifestant-es ont montré leur refus de la politique du gouvernement Hollande-Valls et de la loi Macron, avec leur cortège de régressions sociales (travail du dimanche et de nuit, réductions des protections et de la défense des travailleurs, facilitation des licenciements...). Les salarié-es en lutte pour les augmentations de salaire, contre les licenciements, les agents des services publics, les travailleurs et les travailleuses de Radio France en grève pendant 28 jours étaient présent-es.

Une journée reste insuffisante, tout le monde en a conscience. Ancrer la mobilisation localement et dans les secteurs pour donner une nouvelle impulsion est possible, comme dans l'éducation avec la grève annoncée contre la réforme du collège et plus généralement la réforme des statuts des enseignant-es. Et dans le secteur privé où les luttes contre les licenciements se poursuivent avec des intersyndicales locales comme dans les Bouches du Rhône.

Pour l'Union syndicale Solidaires, il est de la responsabilité des organisations syndicales, non seulement de soutenir les travailleurs et les travailleuses qui agissent pour leurs revendications, mais aussi de **favoriser le renforcement des luttes et leur issue victorieuse, notamment en les coordonnant nationalement**. Nous pousserons pour que la mobilisation s'amplifie et ce dans des délais brefs, car il y a urgence !

La mobilisation du 9 avril à l'appel de CGT, FO, FSU et Solidaires doit être le début d'un front des forces syndicales qui n'ont pas renoncé à la lutte en lien direct avec les travailleuses et les travailleurs.

**Les capitalistes nous coûtent cher,
de plus en plus cher !**

La diminution voire la disparition de l'offre de service public dans les territoires, liée aux restrictions budgétaires, rend les populations de plus en plus vulnérables aux catastrophes sociales et écologiques.

Mais pour les actionnaires qui ne vivent que de notre travail, on débloque des milliards, on « simplifie les procédures administratives », etc. En 2014, les dividendes distribués ont augmenté de plus de 30% ! Ainsi, c'est toujours aux mêmes de payer, et ce sont toujours les mêmes qui empêchent toujours plus !

Le coût du travail est une invention des patrons pour justifier une exploitation toujours plus grande des salarié-es. Ce qui coûte, ce sont les sommes faramineuses confisquées par une toute petite minorité. Derrière le terme « crise » et son corollaire, la prétendue « nécessaire cure d'austérité » se cachent des offensives sans précédent contre nos droits et nos conditions de travail. Les luttes à mener doivent être à la hauteur et unitaires.

Quasiment tous nos acquis sociaux sont attaqués par le Medef pour étendre l'emprise du capitalisme dérèglementé et mondialisé. Le projet d'accord de libre échange (TAFTA) entre les Etats Unis et l'Union européenne illustre ces attaques contre les normes sociales et environnementales pour le plus grand profit des multinationales. Et les changements climatiques sont le prix que toutes les populations ont à payer.

A nous de décider

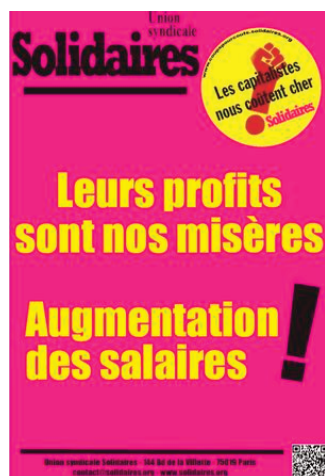
La répartition des richesses produites est une question centrale. Au-delà, dans les entreprises et les services publics, c'est la légitimité d'une minorité à décider pour tous et toutes que nous remettons en cause : puisque personne ne travaille pour nous, que personne ne décide pour nous ! La vraie démocratie sociale passe par là. Les services publics, les moyens que la société décide d'y consacrer, leur fonctionnement et la place des usagers, sont des priorités, car ils sont un moyen de la solidarité dans notre société.



Dans toute l'Europe

La solidarité et la convergence des luttes au niveau national comme européen est une nécessité pour faire reculer le pouvoir des oligarchies politiques et financières. Des manifestations se tiendront dans de très nombreuses villes d'Europe pour exiger la fin des politiques d'austérité. A Athènes, des délégations européennes feront le voyage symboliquement en solidarité.

Ensemble, nous sommes une force. C'est nous qui faisons tourner la société, pas les actionnaires qui s'enrichissent de notre travail ! Dans les entreprises et les services publics, discutons, élaborons des revendications qui nous unifient, débattons des actions à mener pour les faire aboutir, reprenons nos affaires en main et enfin, rendons coups pour coups !



**Unité pour un 1er mai internationaliste,
revendicatif, résistant et conquérant
pour la transformation sociale
et écologique !**

144 Bd de la Villette
75 019 Paris

Téléphone 01 58 39 30 20
Télécopie 01 43 67 62 14

contact@solidaires.org
www.solidaires.org

